

leMag

rendez-vous culturel du Courrier

THÉÂTRE A l'heure où débute le Festival de la Bâtie à Genève, quatre metteurs en scène débattent de politique théâtrale. Manque de vision et de moyens fédéraux, structures obsolètes, le théâtre semble être le parent pauvre de la culture. Et la Loi sur l'encouragement à la culture n'y palliera pas forcément.



Photo.
Dans *The Making of Spectacles* (2008), Foofwa d'Imobilité joue avec le processus de fabrication d'un spectacle. Le soutien à la création d'un spectacle est aussi l'une des demandes très sérieuses formulées aujourd'hui par la profession à l'occasion des débats sur la Loi sur l'encouragement à la culture.
CÉDRIC VICENSINI

Un art cherche sa voix

PROPOS RECUEILLIS PAR KARELLE MÉNINE
ET DOMINIQUE HARTMANN

Le 15 août dernier, sur les ondes de La Première, Anne Bisang, directrice de La Comédie de Genève, réclamait «un Nicolas Bideau pour le théâtre romand», capable de défendre la cause du théâtre au niveau national et de remettre cet art au centre des débats. Ses propos ont fait grand bruit. En réunissant à ses côtés Sandrine Kuster, directrice de L'Arsenic de Lausanne, René Zahnd, co-directeur du théâtre Vidy Lausanne et Christian Geffroy, metteur en scène indépendant, nous avons souhaité poursuivre le débat.

Le théâtre romand a-t-il oui ou non besoin d'une figure de proue au niveau fédéral?

Anne Bisang: J'ai réagi à l'importante tribune que Nicolas Bideau offre au cinéma, et qui renvoie les autres arts au silence. Pascal Couchepin a dit qu'il était favorable à une large place du cinéma dans l'enveloppe culturelle. Je suis inquiète pour les autres formes d'art.

Sandrine Kuster: C'est d'abord la responsabilité des cantons et des municipalités que d'encourager les structures qui accueillent le théâtre. Leur donner la gestion des affaires culturelles est donc une bonne chose, qui permet une lecture plus fine de ce qui passe dans notre périmètre. Mais une personnalité forte pourrait apporter une vision plus large et complémentaire, celle qui nous manque. Il faut davantage de dialogue, de confrontations et de projets communs entre

cantons. Pourquoi ne parle-t-on jamais d'arc lémanique? De vision romande? Pourquoi est-ce que Lausanne se bat tant pour avoir un opéra alors que nous avons le Grand-Théâtre à Genève? Pourquoi ne pas tenter autre chose? Nous gardons les réflexes d'une époque ancestrale, d'un temps où le pays se composait de parcelles d'agriculture. Nous sommes toujours face aux mêmes blocages: à qui appartient la terre et qui s'en occupe?! Un mot nous manque, surtout: l'ambition.

Christian Geffroy: Il faudrait réformer la politique culturelle dans son ensemble, notamment au niveau national. Aujourd'hui, nous faisons surtout de la gestion culturelle, alors que des choix plus radicaux s'imposent qui défendent non le théâtre contemporain mais les arts scéniques d'aujourd'hui, le théâtre dans sa diversité, avec de la danse, de la performance. Ces trois domaines sont indissociables et il est archaïque de toujours les séparer. Dans les demandes de subventions, par exemple, on réclame des textes aux artistes alors qu'on peut faire du théâtre sans texte. Osons des choix qui peuvent fâcher.

René Zahnd: L'idée d'Anne Bisang m'a fait sauter au plafond mais elle a le mérite de lancer le débat. Par rapport à d'autres formes culturelles, le théâtre est aujourd'hui marginalisé. L'idée d'un Monsieur ou Madame Théâtre est intéressante mais le fonctionnement du cinéma n'est pas le même que celui du théâtre, qui est d'abord du ressort des communes et des cantons. Et Nicolas Bideau, dont la présence média-

tique est très importante, est loin d'être apprécié par tous les gens du cinéma. Tout le monde ne trouve pas bénéfique d'avoir quelqu'un qui occupe des pages entières dans les journaux, alors qu'on ne parle peut-être pas assez des films qui sortent. Et cela participe de ce que Dostoïevski appelait «l'extase des fonctionnaires». Le premier danger est de voir ces fonctionnaires prendre le pas sur les artistes.

L'autre danger très fort est celui de la centralisation. On voit en France quels ravages ont lieu à chaque changement de ministre! Une des qualités de la Suisse tient dans sa diversité. Anne dit justement: «Il y a des problèmes, comment les résoudre?» La diffusion, l'échange des idées et des spectacles, le problème de la formation, sont des questions très importantes. Il nous faut plus d'échanges intra et extra muros, mais faut-il une locomotive? Il n'est pas sûr que les directeurs de théâtre auraient tous envie de se faire tirer par cette locomotive! La singularité de chacun est revendiquée et il faudrait quelqu'un qui ait des qualités énormes pour rassembler tout le monde. Utilisons déjà les structures existantes, l'union des théâtres romands et autres. La dimension artistique n'est pas assez au centre des débats, c'est le principal défaut. Mais je rappelle qu'au niveau fédéral, une fondation comme Pro Helvetia a normalement pour fonction d'avoir une vision nationale et supra nationale... Peut-être qu'elle ne l'a pas.

Sandrine Kuster: Avant d'inventer du neuf, il faut travailler sur la manière dont les cantons communiquent. Avant de faire des projets avec

la Suisse alémanique, faisons peut-être des projets entre nous. On peut avoir une vision cantonale, municipale, régionale mais aussi nationale et supra nationale: il ne faut pas les opposer. Idéalement, on peut imaginer une vision plus élevée de notre culture en Suisse.

Anne Bisang: Le théâtre est un outil excellent pour valoriser notre multilinguisme mais il manque de moyens. Il y a aujourd'hui un vrai risque d'indifférence vis-à-vis du théâtre et le désintérêt politique actuel ne reflète pas du tout la curiosité du public. On a encore du mal à imaginer Charles Beer et Anne-Catherine Lyon (*magistrats genevois et vaudois en charge de la culture, ndlr*) prendre rendez-vous pour parler de théâtre et des arts de la scène ensemble... Un porte-parole pourrait peut-être organiser la concertation sur cette question: comment maintenir notre diversité?

En termes de visibilité internationale, où est-ce que le bât blesse? Est-ce au niveau des subventions, des partenariats? Quel rôle une politique culturelle nationale devrait-elle avoir?

Anne Bisang: Même si, dans ce domaine, les échanges et partenariats que peuvent mettre en place chaque théâtre comptent beaucoup, seule Pro Helvetia a quelques deniers à distribuer et elle est incapable de donner à nos artistes une visibilité importante. En réalité, son aide est minimale et la plupart du temps, on s'en passe. Au niveau des cantons, la vision culturelle manque aussi. Nos voisins français, eux, ont l'avantage de voir leurs actions individuelles structurées par un réseau très important au niveau